

Convention collective

IDCC : **9273 | ENTREPRISES DE POLYCULTURE, ÉLEVAGE, EXPLOITATIONS
MARAÎCHÈRES ET CULTURES LÉGUMIÈRES DE PLEIN CHAMP
(Eure)
(30 novembre 1984)**

Avenant n° 27 du 15 novembre 2023

NOR : AGRS2497096M

IDCC : 9273

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA de l'Eure,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles – fédération de l'agroali-
mentaire CFE-CGC ;**

Syndicat général agroalimentaire CFDT de l'Eure,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux de la convention collective du 30 novembre 1984 du personnel d'encadrement des entreprises de polyculture et d'élevage, des exploitations maraîchères et de cultures légumières de plein champ, et des coopératives d'utilisation de matériels agricoles du département de l'Eure, ont jugé nécessaire de faire évoluer les garanties du régime complémentaire de prévoyance applicable au personnel d'encadrement venant en complément des dispositions de la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952.

En outre, la définition de la catégorie des salariés bénéficiaires du régime est modifiée afin d'être en conformité avec le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective.

Il est précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la

branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

En conséquence, le présent avenant modifie l'article 13 « Régime complémentaire de retraite et de prévoyance » de la convention collective de travail du 30 novembre 1984 du département l'Eure comme suit :

Article 1^{er} | Modification de l'article 13

L'article 13 « Régime complémentaire de retraite et de prévoyance » est réécrit comme suit :

« 13-1. Salariés bénéficiaires

Les salariés cadres des exploitations et entreprises agricoles relevant de la convention collective départementale de l'Eure du 30 novembre 1984 bénéficient d'un régime de protection sociale obligatoire institué par la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952.

Le régime de protection sociale complémentaire mis en place par la convention collective départementale de l'Eure s'applique aux salariés cadres relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017.

13-2. Garanties décès. Invalidité supplémentaires

Une garantie décès et invalidité absolue et définitive complète celle prévue par la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricole du 2 avril 1952.

■ Capital décès supplémentaire :

En cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive (IAD telle que définie dans la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952), d'un salarié il est versé aux bénéficiaires un capital de 200 % du salaire de référence.

Ce capital vient en complément du capital décès prévu par la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952.

Par salaire de référence, il faut entendre :

Le salaire annuel brut retenu pour calculer le montant du capital décès est égal à la somme des rémunérations et, le cas échéant, des revenus de remplacement versés par l'entreprise, notamment en cas d'activité partielle, d'activité partielle de longue durée, de congé de reclassement ou de congé de mobilité, ayant donné lieu à cotisations, au titre des 4 derniers trimestres civils ayant précédé le décès ou l'arrêt de travail pour maladie ou accident.

À défaut de désignation, le capital décès est attribué par priorité :

- au(x) bénéficiaire(s) éventuellement désigné(s), personne(s) physique(s) ;
- à défaut, au conjoint, au cocontractant d'un Pacs ou au concubin ;
- à défaut, aux descendants ;
- à défaut, aux héritiers selon l'ordre successoral tel que défini aux articles 734 à 755 du code civil.

■ Double effet :

Lorsque le conjoint, le co-contractant d'un Pacs ou le concubin décède simultanément (dans les 24 heures qui précèdent ou suivent le décès du salarié) ou postérieurement au décès du salarié (dans un délai maximum de 12 mois), il est versé aux enfants

encore à charge du dernier décédé, sous réserve qu'ils aient été à la charge du salarié au moment de son décès, un capital correspondant au capital décès supplémentaire, (hors majorations familiales).

Ce capital vient en complément du capital de la garantie double effet prévu par la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952.

■ Décès en cas d'accident :

En cas de décès du salarié suite à un accident toutes causes (hormis les exclusions), le montant du capital supplémentaire est doublé (hors majorations familiales).

13-3. Répartition des cotisations

Les salariés visés à l'article 13-1 bénéficient également au titre de la convention collective du 30 novembre 1984 des dispositions ci-dessous :

- depuis le 1^{er} janvier 2004, d'un taux supplémentaire de retraite sur la totalité du salaire qui est réparti à raison de 50 % à la charge du salarié et de 50 % à la charge de l'employeur ;
- d'une garantie décès invalidité supplémentaire dont la cotisation appelée sur la totalité du salaire est répartie à raison de 50 % à la charge du salarié et de 50 % à la charge de l'employeur.

13-4. Suspension du contrat de travail indemnisée

Les garanties sont maintenues pendant la période de suspension du contrat de travail, au salarié lorsque :

- le salarié est indemnisé au titre de l'incapacité temporaire et permanente de travail pour cause de maladie, accident de la vie privée, maternité, accident du travail ou maladie professionnelle pris en charge par le régime de base des assurances sociales. Dans cette situation, l'employeur et le salarié sont exonérés du versement des cotisations prévoyance pour tout mois complet civil d'absence durant toute la période donnant lieu au service par l'organisme assureur de prestations d'incapacité temporaire ou permanente. Si l'absence est inférieure à un mois, la cotisation prévoyance est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur ;
- le salarié bénéficie d'un revenu de remplacement versé par son employeur, notamment en cas d'activité partielle, d'activité partielle longue durée ou en cas de congé de reclassement ou de congé de mobilité. Dans cette situation, le versement des cotisations prévoyance doit être effectué par l'employeur et le salarié pendant toute la période suspension du contrat de travail indemnisée.

13-5. Suspension du contrat de travail pour une autre cause

Les salariés concernés par un cas de suspension de contrat de travail prévu par le code du travail ou par convention collective (congé sans solde, congé parental, congé pour création d'entreprise...) peuvent demander le maintien des garanties, moyennant le versement complet des parts patronale et salariale de la cotisation correspondante.

13-6. Portabilité des garanties

Les salariés affiliés au présent régime bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire, en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à la prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux et ce à compter de la date fixée par la loi.

13-7. Exclusions

Les garanties prévues par le présent avenant ne sont pas accordées dans les cas suivants :

- en cas de guerre ;
- en cas de participation du salarié ou du bénéficiaire à un crime, délit intentionnel, ou rixe sauf légitime défense ;
- en cas de participation à une émeute ou à un acte de terrorisme ;
- en cas de maladies ou d'accidents qui sont le fait volontaire du salarié, autre que le suicide ;
- en cas d'usage de stupéfiants ou de tranquillisants en quantité non prescrite médicalement ;
- en cas de pratique de tout sport à titre professionnel.

De plus, s'agissant de la garantie "décès en cas d'accident", sont exclus tous les risques de décès résultant :

- du suicide ou d'une tentative de suicide ;
- de l'explosion ou de la fission du noyau d'un atome ou des radiations ionisantes, de la manipulation d'un engin de guerre dont la détention est illégale ;
- de la pratique d'un sport aérien (voltige, parachutisme, parapente, vol à voile, ailes volantes, ultra légers motorisés), de la spéléologie, de l'alpinisme (escalade en artificiel et grande course), du saut à l'élastique, des sports de combat ;
- de la participation à des compétitions et à leurs essais nécessitant l'utilisation d'un véhicule à moteur ;
- de paris, de défis, de tentatives de records ;
- de l'ivresse du participant (alcoolémie de taux supérieur ou égal au taux légal en vigueur) ;
- de traitements ou interventions chirurgicales exécutés dans un but de rajeunissement ou esthétique, qui ne seraient pas la conséquence d'un accident garanti par le contrat. »

Article 2 | *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur au plus tard, le premier jour du trimestre civil suivant celui de la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres points et conditions de la convention collective du personnel d'encadrement des entreprises de polyculture et d'élevage, des exploitations maraîchères et de cultures légumières de plein champ et des coopératives d'utilisation de matériels agricoles du département de l'Eure du 30 novembre 1984.

Article 3 | *Dépôt et extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Évreux, le 15 novembre 2023.

(Suivent les signatures.)